ou encore le cultivateur ou toute autre personne vivant de ses propres moyens contribuent pour les autres aux régimes de pension de retraite sans rien avoir pour lui sinon la retraite de vieillesse qu'on ne verse qu'à l'âge de 70 ans. Nous devrions donc sans tarder davantage protéger les contribuables qui contribuent à ces différentes caisses de retraite en instituant un régime général de pension de retraite, à participation évidemment, pour tous les Canadiens. A mon sens, il n'est pas bon de procéder ainsi par bribes. Toutefois je ne m'opposerai pas à cette méthode dans le cas donné, puisqu'on l'a suivie en d'autres. Si je comprends bien, un fonctionnaire qui contribue au régime de pensions peut se retirer à soixante ans, s'il le désire, mais il est tenu de prendre sa retraite à soixante-cinq ans. Les contribuables du pays aident à défrayer le coût de ce régime de pensions. A mon sens, ceux qui le défraient au bénéfice de leurs employés ont droit à un pareil régime à participation pour eux-mêmes.

Le bill pourvoit ensuite à une augmentation du prix minimum fixe versé aux producteurs. On a dit que dès l'adoption du bill, on ne paiera pas moins de 20c. à l'égard des récoltes de 1945, de 1946 et de 1947. A ce propos, permettez-moi de rappeler ce que j'ai dit il y a un instant, lors du rappel au Règlement. Dans la zone de la Saskatchewan que je représente, comme d'ailleurs dans une bonne partie de la province, l'insuccès de la récolte a été tout aussi grave que les pires échecs subis depuis vingt ans. Plusieurs cultivateurs de la circonscription que j'ai l'honneur de représenter recouvreront à peine leurs graines de semence. N'étaient les versements effectués en vertu de la loi sur le rétablissement agricole des Prairies, ils seraient dans une situation fort difficile. Ils comptent donc sur ces versements, ainsi que sur ces paiements pour faire leurs semailles. Depuis le mois d'octobre dernier, je presse le Gouvernement d'effectuer ces paiements pas plus tard qu'à la mi-mars.

Je comprends très bien le Gouvernement. Il veut effectuer les versements; ils les juge nécessaires mais il est menacé d'une opposition soutenue s'il tente de faire adopter l'autre partie de la mesure. A mon humble avis, il n'y a aucune raison de soumettre ce projet de loi à un comité. Il serait tout de même étrange que les honorables députés ne soient pas au courant d'une question aussi importante que la vente du blé, de l'orge et de l'avoine. Chacun devrait être en mesure de se prononcer sans que les mêmes gens répètent à n'en plus finir les mêmes discours. A mon sens, il devrait nous être possible de nous prononcer sur

la mesure au complet, y compris la partie relative aux céréales secondaires, avant le congé pascal. J'ai été peiné de voir des représentants des Prairies, tels que les membres de la C.C.F. et du crédit social, appuyer l'opposition officielle lorsque cette dernière a prétendu que nous ne devons pas adopter le projet de loi sous sa forme actuelle. Je regrette de constater leur désir de faire diviser le bill lorsqu'ils savent qu'en agissant de la sorte ils empêchent la Commission du blé de vendre l'orge et l'avoine avant la récolte de l'an prochain. Lorsqu'ils ont adopté cette attitude, ils savaient, ou du moins ils auraient dû savoir, qu'ils rendaient l'application de la mesure impossible à l'égard de la prochaine récolte.

M. NICHOLSON: Qui parle d'en empêcher l'adoption?

M. TUCKER: Pourquoi avez-vous proposé le renvoi de cette partie du projet de loi à un comité? L'honorable député de Mackenzie a cru devoir me poser une question? Après avoir été témoin de l'obstination avec laquelle l'opposition officielle a tenté de soustraire l'avoine et l'orge à la compétence de la commission, l'honorable député croit-il sincèrement que si la question est soumise à un comité, nous pourrions la régler avant Pâques et à temps pour permettre aux assemblées législatives intéressées de s'en occuper.

M. NICHOLSON: L'honorable député me permet-il de répondre à cette question?

M. TUCKER: Oui, si l'honorable député s'en croit capable.

M. NICHOLSON: Je voulais en rendre l'application obligatoire à la graine de lin et aux autres graines. C'est notre seule raison.

M. TUCKER: C'est la réponse. On veut en empêcher l'application à la récolte de 1948 pour l'étendre aux autres graines. (*Exclamations*) C'est ce qui résulterait d'une telle ligne de conduite. L'honorable député ne nie pas que leur attitude aurait pour effet d'empêcher la mesure de s'appliquer à la récolte de 1948. Il se contente de dire qu'ils veulent en étendre l'application au lin et au seigle. C'est un bien faible argument, puisque rien ne nous empêcherait de l'étendre à ces graines à la prochaine session, si nous en étendons maintenant l'application à l'avoine et à l'orge. En effet, nous appliquerions la mesure à la récolte d'avoine et d'orge de 1948 et nous pourrions ensuite l'appliquer au lin et au seigle aussi vite que si nous procédions de la manière préconisée par les honorables députés. Le seul effet de la conduite des honorables députés